

Souveraineté journalistique

Il ne faut pas toujours croire les journalistes de Mario Cardinal, Bayard Canada, 284 p.

Nos ennemis les médias de Patrick Bourgeois, Éditions du Québécois, 207 p.

Le référendum volé de Robin Philpot, Les Éditions des intouchables, 205 p.

Julien Brault

Number 208, May–June 2006

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/17842ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Brault, J. (2006). *Souveraineté journalistique / Il ne faut pas toujours croire les journalistes* de Mario Cardinal, Bayard Canada, 284 p. / *Nos ennemis les médias* de Patrick Bourgeois, Éditions du Québécois, 207 p. / *Le référendum volé* de Robin Philpot, Les Éditions des intouchables, 205 p. *Spirale*, (208), 32–33.

SOUVERAINETÉ JOURNALISTIQUE

IL NE FAUT PAS TOUJOURS CROIRE LES JOURNALISTES de Mario Cardinal
Bayard Canada, 284 p.

NOS ENNEMIS LES MÉDIAS de Patrick Bourgeois
Éditions du Québécois, 207 p.

LE RÉFÉRENDUM VOLÉ de Robin Philpot
Les Éditions des Intouchables, 205 p.

UN FÉDÉRALISTE, un « pur et dur » et un Canadien-anglais originaire de Thunder Bay en viennent à la même conclusion : les médias ont favorisé le fédéralisme en 1995. Au banc des accusés, la Société Radio-Canada, mais aussi, journaux et stations privés.

Au-delà du consensus, les trois essais présentent des visions différentes. La première, celle du journaliste et ancien ombudsman de Radio-Canada, rapporte un dérapage ponctuel durant le référendum. Patrick Bourgeois est le rédacteur en chef du journal indépendantiste *Le Québécois*. Celui qui dit être à l'aise avec l'épithète « pur et dur » offre un point de vue intéressant. Cependant, il perd de sa crédibilité en martelant que son pamphlet est un « *rigoureux travail d'analyse* ». L'enquête de Robin Philpot, quant à elle, constitue un joyau de rigueur journalistique.

Financement public

« *Je m'en fous du Conseil des Arts. [...] Dans le monde de l'édition, ils [les fonctionnaires] voient leur mandat comme un appui à l'édition de livres. Moi, mon mandat est de bâtir le Canada.* » Tels sont les propos, librement traduits, de Sheila Copps, ex-ministre du Patrimoine canadien, dont relevait à l'époque le développement des industries du livre et de la culture. Rapportés par Philpot, le discours de l'ex-ministre libérale illustre à quel point le financement public peut porter atteinte à la liberté d'expression. Le vol du référendum, que Philpot et Bourgeois ne mettent pas en doute, serait imputable, du moins en partie, à la mainmise des fédéralistes sur les médias de masse.

Comme tous les périodiques culturels au Québec, le magazine dans lequel j'écris ces lignes bénéficie de subventions fédérales. Accordées par le Conseil des Arts du Canada, celles-ci proviennent du budget ministériel que Sheila Copps a longtemps géré. *Spirale* aurait-il droit aux mêmes subventions s'il faisait la promotion d'une indépendance autant politique que culturelle? La question se pose.

Pour Patrick Bourgeois, la relation incestueuse qu'entretient le politique avec les programmes de subventions ne fait pas de doute. Il soutient, entre autres, que le journal qu'il dirige, *Le Québécois*, a perdu ses subventions du Soutien à l'action bénévole et de l'Association des médias écrits et communautaires du Québec depuis l'accession au pouvoir des libéraux de Jean Charest. Si ses analyses sur le traitement de l'information en octobre 1995 visaient la presse écrite, Bourgeois ne considère pas moins Radio-Canada comme un organe de propagande coloniale.

Il va sans dire que Mario Cardinal ne partage pas ce point de vue. Pour lui, la Société Radio-Canada présente une information équilibrée. Le déséquilibre patent qu'on a pu observer sur ses ondes durant la campagne référendaire ne serait qu'une parenthèse regrettable. La solution pour endiguer cette entrave au débat démocratique? Il n'en propose pas, mais souligne que le pâturage n'est pas plus vert dans la cour du privé : « *ce sont les télédiffuseurs privés qui sont les plus susceptibles de se laisser amadouer par les politiciens et de s'autoriser des compromissions dans le domaine de l'information.* »

Mario Cardinal compare le financement public de Radio-Canada à celui des télévisions publiques d'Angleterre, de France, d'Allemagne et des pays scandinaves. La plupart de ces pays accorderaient un financement par personne dix fois supérieur à celui que reçoit la CBC / Radio-Canada. À la lecture du chapitre intitulé « Le journaliste et le politicien », on comprend qu'il faut augmenter le budget de la Société d'État si on veut limiter la relation incestueuse que l'État entretient avec les médias. Il fallait y penser!

Black, Desmarais, Péladeau, Asper et compagnie

En 1995, quatre hommes ont entre leurs mains l'immense majorité de l'espace médiatique canadien. Des quatre, trois sont farouchement fédéralistes et deux d'entre eux entretiennent des liens très étroits avec le Parti libéral du Canada.

Quant à Pierre Péladeau, s'il fait campagne en faveur de la souveraineté en 1980, il reste silencieux en 1995. L'absence d'éditoriaux caractérisant ses quotidiens, les auteurs ne lui prêtent que peu d'attention. Patrick Bourgeois soutient même que, dans une moindre mesure, ses journaux ont alors favorisé l'option fédéraliste.

Éditeur du premier quotidien au Canada en termes de tirage, John Honderich ne s'est pas contenté, comme ses homologues, d'imposer une ligne éditoriale sévèrement anti-séparatiste. En 1995, le *Toronto Star* a non seulement financé illégalement le camp du « Non » dans le cadre du « *mal nommé love-in* », mais il a créé de toutes pièces une actualité propre à nuire au mouvement souverainiste. Philpot rapporte que l'éditeur a publié gratuitement une page de publicité annonçant l'intention des Cris de « *découper et confisquer des parties importantes de votre territoire [le Québec]* ». Ensuite, Honderich signe un éditorial traitant de la position que les Cris avaient adoptée dans ladite publicité.

Patrick Bourgeois se targue d'avoir été très conservateur dans son étude. Pour lui, la liste des quotidiens ayant favorisé le fédéralisme en 1995 est longue. En fait, aucun quotidien n'y échappe. Pas même *Le Devoir*, qui aurait légèrement favorisé le fédéralisme. Dans *La Presse*, 54 % des articles auraient été défavorables à la souveraineté contre 30 % favorables. C'est justement en réaction à *La Presse* et à son éditorialiste que Bourgeois a entrepris son étude : « *L'affirmation de Pratte à l'effet que l'espace accordé aux indépendantistes et aux fédéralistes est le même dans les pages de La Presse est tout ce qu'il y a de plus mensonger* ».

Si Mario Cardinal souligne au passage les liens qui unissent la famille Desmarais et le Parti libéral, le cas Russell Mills retient davantage son attention. Éditeur de l'*Ottawa Citizen*, il commit un éditorial dans lequel il demandait la démission du premier ministre Jean Chrétien. En enfreignant une règle non écrite du groupe CanWest Global, l'éditeur perdit aussitôt son emploi. Du président-fondateur, Israël

(Izzy) Asper, Cardinal écrit : « Ses valeurs coïncidaient avec celles du Parti libéral et de l'État d'Israël. Il avait besoin de Jean Chrétien et Jean Chrétien avait besoin de lui. »

« Imaginons maintenant la situation si des souverainistes contrôlaient seulement la moitié des médias au Québec! », écrit Robin Philpot. Cette phrase résume le combat que mène Patrick Bourgeois. Au journal militant qu'il dirige se sont greffées une maison d'édition, Les Éditions du Québécois et une radio numérique, Québec Radio. Quant à Philpot, il plaide pour que l'État québécois se dote au plus vite d'un Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications pour le territoire québécois (CRTQ) ainsi que d'un réseau public de télévision et de radio « avec une déontologie qui ferait l'envie des réseaux publics du monde ».

Pendant que les souverainistes rêvent de s'emparer des médias, la concentration de la presse s'intensifie. Depuis 1995, le groupe que dirigerait Conrad Black, Hollinger, a cédé l'ensemble de ses journaux francophones à Power Corporation. Asper et Péladeau sont décédés. Ils ont laissé leur place à leurs fils respectifs : Jonathan Asper et Pierre Karl Péladeau. Si Jonathan respecte la ligne éditoriale

de CanWest, Pierre Karl a mis à pied les anciens felquistes qui travaillaient pour Quebecor.

Sainte objectivité

Mario Cardinal cite une étude réalisée par la Torontoise Erin Research, mandatée par CBC / Radio-Canada pour évaluer l'équilibre de son contenu durant la campagne référendaire. Sa conclusion fait état d'un déséquilibre. Le « Non » était favorisé dans une proportion de 62 % à la CBC et jusqu'à 72 % durant son principal bulletin de nouvelles. Plutôt équilibrée, la SRC aurait accordé 48 % de son temps d'antenne au camp du « Non », et son *Téléjournal*, 52 % à ce même camp.

« Le référendum de 1995 devait leur [les journalistes du Canada anglais] donner l'occasion d'afficher leur patriotisme avec encore moins de réserve, ravalant, chez certains journalistes sans pudeur, la profession au rang de pure propagande, sinon de littérature haineuse. » Mario Cardinal estime que ce journalisme partisan mène au « déshonneur de la profession ». Non seulement il dénonce la couverture inéquitable de 1995, mais aussi le patriotisme qu'ont affiché

plusieurs journalistes américains depuis le début de la guerre en Irak.

Si Cardinal nie toute forme de désinformation structurelle à Radio-Canada, il concède étrangement : « Bien sûr, les résultats du référendum de 1995 ont secoué tout le pays et ne sont pas étrangers à une certaine prise de conscience de la Société [Radio-Canada]. Ses objectifs sont connus : "contribuer au partage d'une conscience et d'une identité nationales" ». Il relève l'incohérence des normes en vigueur à Radio-Canada, elles qui prescrivent à la fois l'indépendance journalistique et ce que Sheila Copps appelle le « nation building ».

Si l'argent n'a pas d'odeur, il a du moins une ligne éditoriale. C'est à peu près ce qui ressort des trois livres évoqués ici. Pour rétablir l'équilibre des points de vue nécessaire à tout exercice démocratique, Cardinal propose l'objectivité sans toutefois préciser comment il compte la faire respecter lors d'un éventuel référendum. Moins naïfs, les deux autres proposent la mise en place de médias par les indépendantistes. Patrick Bourgeois s'y efforce, mais publié cinq fois par année, son journal n'a rien pour inquiéter la famille Desmarais.

Julien Brault



Raphaëlle de Groot, *Colin-maillard*, 1999-2001, vue partielle : portraits de non-voyants (M^{me} Hougardy, Pino, Melissa, Pascal, Muriel) réalisés à l'aveugle par l'artiste et transposés en relief. Les dessins sont accompagnés de textes décrivant ce que Marco et Francine, non-voyants, ont perçu des traits de ces esquisses lors d'une lecture tactile. Photo : Philippe De Gobert